

Spécial note de Busba :

19/06/2013

Sihanouk, **Pham Van Dong**, Son Ngock minh, Procheachun (Page: 66-68)

Dab Chhoun, Sam Sary, Son Ngoc Thanh (Page: 85-89)

Sihanouk Chou In lay, (Page : 99-106)

Chau Seng (108-109),

Sihanouk vietcong (Page 106-136)

Yem Sambour, Norodom Kantol (Page: 172)

Sihanouk, Chou In lay, Pham Van Don, FUNK (Page 176-177)

Pham van don **s'engage à respecter l'intégrité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles** P187

L'idée de créer un Front fut sans aucun doute inspirée à Sihanouk par Pham Van Dong. P204

Extrait du livre « Sihanouk, la fin des illusions » de André Tong

Norodom Sihanouk n'ignorait rien du danger communiste qui menaçait son pays, ni de l'activité de Son Ngoc Minh - actuellement installé à Hanoi -, ni de celle de **Sien Hènh en tant que « délégué du Front Unifié du Cambodge » au Ier congrès du Dang Lao Dong** Vietnam - en abrégé Lao Dong - le parti des travailleurs [fin p 63] du Vietnam, l'actuel parti communiste, en février 1951. Celui-ci, dès ses débuts, entendit rester maître du mouvement communiste dans les trois pays de la péninsule indochinoise, afin de réaliser l'objectif final de Ho Chi Minh : « Porter la révolution sur tout le Mékong. »

A l'issue de ce premier congrès du P.C. vietnamien, les cadres du Lao Dong, pour mieux comprendre les directives du parti et les expliquer aux militants, reçurent des instructions formelles où l'on pouvait lire : « **La création d'un parti séparé pour chacun des trois pays ne porte pas préjudice au mouvement révolutionnaire en Indochine. Le parti vietnamien se réserve le droit de superviser les activités des partis frères au Cambodge et au Laos.** »

En avril 1953, au moment de l'invasion vietminh du Cambodge, une délégation communiste vietnamienne, se trouvant dans le royaume, lança un message radiodiffusé au peuple khmer déclarant : « **Le parti Lao Dong et le peuple vietnamien ont pour mission de faire la révolution au Cambodge et au Laos. Nous, éléments Vietminh, avons été envoyés pour servir la révolution et construire l'union du Vietnam, du Cambodge et du Laos.** »

Un an après, en avril 1954, les troupes régulières [fin p 64] de l'« Armée populaire du Vietnam » (A.P.V.N.) envahissaient, pour la **seconde fois**, le Cambodge devenu indépendant. Devant cette invasion, S.M. Norodom Sihanouk prit en personne la tête des forces khmères pour diriger « l'opération Samakki » avec le lieutenant-colonel Lon Nol, promu colonel, comme chef d'état-major opérationnel. En même temps, le roi chargea son Premier ministre, Penn Nouth, d'adresser une lettre à Ho CM Minh lui demandant de faire retirer ses troupes régulières du Cambodge. *Cette lettre n'obtint pas de réponse*

Évoquant cette affaire plusieurs années après, Sihanouk écrivait : « Le haut commandement vietminh donna l'ordre, en mars-avril 1954, à trois de ses bataillons lourds basés au Laos, d'envahir nos provinces du nord-est (Stung Treng, Kratié, Kompong Thom) **pour aider les Vietminh et les Khmers vietminh de Battambang, Siem Reap, Kompong Cham, Sampot, Svay Rieng, Kandal, etc., à mieux se cramponner au sol du royaume face aux coups de boutoir de l'armée royale.** »

Pour donner le change, **les communistes vietnamiens prétendirent - comme ils le font encore tant au Cambodge qu'au Laos et au Sud Vietnam - n'avoir aucune troupe régulière et qu'il s'agissait d'une certaine « Armée populaire khmère [fin p 65] de libération » (A.P.K.L.) obéissant au seul F.N.U.K.**

Or, depuis le 9 novembre 1953, il n'y avait plus rien à libérer au Cambodge, État souverain indépendant.

Quelques mois plus tard, les Accords de Genève mettaient fin aux invasions communistes vietnamiennes au Cambodge, **mais les forces de l'A.P.V.N. prirent leurs précautions pour l'avenir.** Comme le reconnut Sihanouk lui-même, **elles organisèrent « méthodiquement des cellules marxistes dans certains villages, sroks et khets (circonscriptions administratives à l'intérieur de la province et provinces) à partir desquelles se ferait le travail pacifique de subversion procommuniste et antiroyaliste,** et celui, moins pacifique, d'une révolution chaude à long terme, laquelle, précisa une instruction spéciale laissée aux disciples, ne devait avoir lieu qu'au moment le plus opportun indiqué par des circonstances et événements extérieurs les plus favorables ».

Dès les débuts de la conférence de Genève de **1954, Pham Van Dong,** ministre des Affaires étrangères et chef de la délégation nord-vietnamienne, se **faisant l'avocat des « gouvernements de résistance » khmer et lao,** c'est-à-dire des groupuscules communistes *Neo Lao Issara* et F.N.U.K., **[fin p 66]** réclama, mais en vain, leur présence autour du tapis vert. Néanmoins, si la conférence ignore ce : « gouvernements de résistance », elle accorda une sorte de reconnaissance aux « armées populaire de libération », car aussi bien l'A.P.K.L. que les « Unités Combattantes du Pathet Lao » (U.C.P.L.) figurèrent nommément dans l'accord sur la cessation des hostilités. **Mais le plénipotentiaire qui apposa sa signature sur l'accord militaire au nom de ces deux forces combattantes, ne fut ni un Cambodgien ni un Lao, mais un communiste vietnamien : le colonel Ta Quang Buu vice-ministre de la Défense de la République démocratique du Vietnam.** « Ainsi, écrivait Sihanouk non sans amertume quelques années plus tard, **le plénipotentiaire représentant les Forces de résistance khmère était un Vietnamien,** membre du gouvernement de la République démocratique du Vietnam. »

A Genève, toujours selon Sihanouk, les communistes cambodgiens obtinrent, grâce à l'intervention des « grands ténors communistes, le droit de se former en parti politique et de participer] aux élections législatives conformément à la Constitution du royaume ». **Les Khmers vietminh se transformèrent donc, après Genève, en un parti politique qui se donna le nom très prétentieux de Pracheachon,** c'est-à-dire le Parti du peuple. **[fin p 67]**

Son Ngoc Minh ayant opté pour la République démocratique du Vietnam où il alla s'installer, le Pracheachon nomma Non Suon, un personnage assez falot mais docile, comme secrétaire général. Le

P.C. cambodgien s'organisa de la façon la plus orthodoxe. A ses débuts, il disposa d'une presse assez importante : quatre journaux, dont un en langue française (**Mitt Phéap, Ek Phéap, Pracheachon et L'Observateur**). Sur le plan politique, il fut moins brillant : il présenta des candidats aux élections législatives de 1955 et, ne recueillant que TROIS pour cent des voix, n'obtint aucun siège. Aux élections suivantes, en **1958**, le **Pracheachon ne totalisa que UN pour cent des voix**. Il adopta alors la tactique communiste orthodoxe de subversion, tout en attaquant ouvertement dans sa presse le « *Sangkum Reastr Nivum* » - en abrégé le *Sangkum* - ou « Communauté socialiste populaire » que fonda Sihanouk, reprenant avec virulence les accusations de corruption d'avant l'indépendance.

« II est certain, devait écrire Norodom Sihanouk, que la mise en veilleuse des activités du Pracheachon, de **1956 à 1965**, ne pouvait être qu'apparente et qu'un travail de taupe, qu'un travail clandestin et souterrain n'a jamais cessé de se poursuivre. » [fin p 68]

Le prince Sihanouk se consacra davantage à sa politique en cherchant à réduire toute opposition qu'elle fût de droite ou de gauche. Il s'attaqua d'abord à la première.

Celle-ci était née de la rancœur. Évincés du pouvoir, les chefs de la droite avaient pris le maquis, et, par la suite, n'hésitèrent pas à fomenter plusieurs complots visant à renverser le pouvoir par la force. Jusqu'en 1959, cette opposition eut une triple direction avec le général **Dap Chhuon-Mchulpich « le bras »**, **Sam Sary « le cerveau »** et **Son Ngoc Thanh « le pouvoir »**.

Le général Dap Chhuon, ancien chef **khmer issarak** rallié, fut successivement ministre de la Sécurité, délégué royal pour la province de Siem Reap, puis gouverneur de cette province de 1949 à 1959.

Sam Sary, lui, fut secrétaire d'Etat, conseiller du gouvernement et secrétaire général du Sangkum. Son nom avait même été avancé par le prince [fin p 86] Sihanouk, le 2 avril 1958, lorsqu'il avait donné aux députés nouvellement élus une liste de présidents du Conseil possibles. Dans l'allocution qu'il avait prononcée ce jour-là, le prince Sihanouk avait souligné « l'expérience » de Sam Sary et ses « qualités bien connues ». Il ne fut pas suivi, et Sam Sary fut alors nommé ambassadeur à Londres, d'où il devait être rappelé, à quelque temps de là, en raison du scandale qu'il provoqua dans la capitale britannique en cravachant une de ses domestiques cambodgiennes.

Son Ngoc Thanh, aux dires de Sihanouk, « dès son retour au Cambodge, libéré sur mon intervention, s'empressa de prendre les armes non point dans les provinces encore occupées par les troupes françaises, mais bien dans le secteur autonome déjà entièrement libéré et sous contrôle du gouvernement royal ». La vérité est un peu différente, comme on l'a vu précédemment, mais la version Sihanouk l'emporta.

Néanmoins, la lutte de Son Ngoc Thanh contre Sihanouk fut réelle et la première tentative de l'ancien Premier ministre du prince fut un échec diplomatique. Son Ngoc Thanh fit sonder Pékin pour obtenir l'appui communiste chinois, mais Sihanouk le prit de court en reconnaissant la République populaire de Chine. Dès lors, Son Ngoc Thanh [fin p 87] chercha une autre voie et s'associa à Dap Chhuon et Sam Sary.

A eux trois, ils fondèrent le mouvement : **les khmer-serei (khmers libres) qui, luttant contre « la dictature de Sihanouk », se déclarait anticommuniste et anti-neutraliste.** Profitant de ce que le prince Sihanouk avait suspendu unilatéralement les relations diplomatiques avec la Thaïlande, **le 24 novembre 1958**, Son Ngoc Thanh se tourna vers ce pays, ou plus exactement vers certains services spéciaux. Sam Sary en fit autant, mais avec les services analogues du gouvernement Ngo Dinh Diem. Le but que se proposaient les *khmer-serei* était simple : si l'on ne pouvait obtenir par des pressions que le prince Sihanouk abandonne sa politique de neutralité trop axée vers le communisme, le renverser par la force.

L'un des complots les plus sérieux fut celui que Sihanouk appela « le plan de Bangkok ». Il s'agissait de faire entrer au Cambodge les maquisards *khmer-serei* de Son Ngoc Thanh, réfugiés en Thaïlande, et ceux de Sam Sary, venant de la région frontalière de Loc Minh, au Sud Vietnam, et de les faire converger sur Phnom Penh.

Petit à petit, Sihanouk préparait la venue du **[fin p 91]** communisme au Cambodge, tout en s'en prenant régulièrement au Pracheachon, ce qui était sans grand danger, car ce parti ne représentait plus grand-chose en tant que tel. Mais fidèle à la tactique communiste classique, le P.C. infiltra assez rapidement des sympathisants dans le Sangkum. Sihanouk, n'ayant aucune idée en politique intérieure ni en politique économique et financière, se contenta de devancer les désirs communistes en remplaçant, sur le plan judiciaire, les juridictions existantes par des tribunaux du peuple sans jury. Dans le secteur économique, il créa des « magasins d'Etat », et ne tarda pas à nationaliser banques et compagnies d'assurances, accroissant ainsi le marasme du Cambodge.

Cela se passait après un voyage officiel de Norodom Sihanouk en Inde, où il n'avait pas caché qu'il souhaitait, pour le Cambodge, une politique de non-alignement telle que la pratiquait **[fin p 99]** à cette époque Jawaharlal Nehru. Celui-ci conseilla vivement au prince Sihanouk une visite à Pékin. Quelques mois après cette visite se tint, **en avril 1955, la conférence de Bandung**, à laquelle Norodom Sihanouk participa à la tête de la délégation cambodgienne. La véritable vedette de cette conférence ne fut pas le « neutraliste » Nehru, comme on aurait pu le penser, mais le communiste Chou En-Lai.

Cette première rencontre Sihanouk-Chou En-Lai eut de profondes répercussions sur l'avenir du Cambodge, car le prince, toujours influencé par la puissance de la masse, fut rapidement convaincu de la force communiste chinoise. Chou En-Lai proposa d'accorder au Cambodge indépendant et « neutre » la reconnaissance de son pays, assortie d'une aide « inconditionnelle ».

Une seconde rencontre entre les deux hommes eut lieu une dizaine de mois plus tard, en février 1956, à Pékin, où le prince Norodom Sihanouk s'était rendu en visite officielle. Il fut décidé, par une déclaration commune, « de maintenir et de développer les contacts et les relations entre les deux pays, en particulier les relations d'ordre économique et culturel ». Or, à cette époque, le Cambodge n'avait de relations qu'avec la République de Chine à Formose. **[fin p 100]**

Deux mois plus tard, en avril 1956, un accord commercial et un accord de paiement étaient conclus entre Pékin et Phnom Penh ; le 9 mai de la même année, le gouvernement royal approuvait le plan **d'aide économique et technique, gratuite et inconditionnelle**, offert par la République populaire de Chine

(cette aide s'éleva pour les années 1956-1957 à 8 millions de livres sterling). Enfin, le 25 septembre 1958, la Chine populaire installait son ambassade à Phnom Penh. La République de Chine n'avait plus de relations avec Phnom Penh, et la colonie chinoise au Cambodge, forte de 400 000 ressortissants, allait devenir l'objectif numéro un de la « maoïsation ».

Entre-temps, se déroulait à Phnom Penh le troisième congrès national du Sangkum. Il eut lieu du 21 au 24 avril 1956, et les 4 000 délégués entendirent un long exposé de Sihanouk sur l'œuvre accomplie au cours des six derniers mois. **Il fut décidé, à l'unanimité, que le Cambodge ne serait intégré ni à l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-est (OTASE ou SEATO) ni à aucun bloc, et que des relations diplomatiques seraient établies avec l'Union soviétique et les autres pays communistes, tout comme avec les nations occidentales.**

Ce fut **au cours de cette réception que Sihanouk lança, avec la bénédiction de Pékin, son idée de conférence des peuples indochinois.** Celle-ci eut lieu à Phnom Penh en mars 1965, et nous y reviendrons plus loin, car elle marqua une nouvelle étape sur la voie royale de Sihanouk qui aboutit à Pékin.

Officiellement, l'aide chinoise fut toujours « inconditionnelle », comme les autres aides au Cambodge ; en réalité, les communistes chinois, assurés de la « neutralité bienveillante » de Sihanouk, voulurent d'abord prendre en main la colonie chinoise au Cambodge, puis tenter de contrôler le pays en vue de l'extension de la guerre. Chou En-Lai ne le cacha pas en recevant, le 17 août 1967, le ministre khmer des Affaires étrangères, le prince Norodom Phurissara, lorsqu'il lui dit : « Nous devons être prêts à tout moment à faire face à la guerre en Indochine. Il faut encore renforcer nos préparatifs en prévision du temps de guerre. » **[fin p 106]**

En lisant cette phrase, lourde de signification, dans le rapport de son ministre des Affaires étrangères, le prince Sihanouk ne sourcilla pas, et la fit publier ainsi que le rapport « confidentiel » dans le Sangkum, la revue politique qu'il dirigeait.

Oubliant qu'il avait qualifié officiellement, à plusieurs reprises, les Vietnamiens « d'aveurs de terres cambodgiennes », **Sihanouk n'hésita pas à déclarer : « Si la destinée m'avait fait nôtre vietnamien, j'aurais été vietcong dès la première heure. »**

Cette phrase, lourde de sens pour l'avenir, fut non seulement prononcée et enregistrée au cours d'une interview que Sihanouk accorda à la chaîne de télévision américaine NBC, mais il la fit reproduire dans le premier numéro (août 1965) de la revue politique Le Sangkum qu'il dirigeait alors. Sihanouk n'avait pas attendu jusqu'à cette déclaration quasi officielle pour démontrer ce que signifiait pour lui la « neutralité » du Cambodge vis-à-vis des communistes vietnamiens. Dès 1955, il **avait laissé certains progressistes vietnamiens se réfugier au Cambodge.** En 1963, des dirigeants du Front National de Libération du Sud Vietnam (F.N.L.S.V.), et non des moindres, résidaient à Phnom Penh ou dans des stations balnéaires plus **[fin p 122]** agréables que le maquis. Ce fut notamment le cas de **Tran Buu Kiem, membre du présidium du F.N.L.S.V.,** et à l'époque, président de la Commission des relations extérieures, en quelque sorte le ministre des Affaires étrangères du « Front ».

Né en 1920 à Cantho, Tran Buu Kiem fut président de l'Union des étudiants de libération, et membre du Comité central du parti démocrate. A ce titre, il fut, en 1946, délégué de ce parti au Comité central du « Lien Viet », et, en même temps, directeur adjoint des Services Economiques du gouvernement provisoire de Ho Chi Minh. Jusqu'aux Accords de Genève, Tran Buu Kiem dirigea des maquis vietminh, organisa les étudiants et effectua de nombreuses liaisons avec les hommes de Ho Chi Minh. En 1954, il opta pour le Nord, mais redescendit clandestinement dans le Sud dès 1960. Tran Buu Kiem est considéré comme un « rouge » par ses anciens amis. Après avoir dirigé la délégation du F.N.L.S.V. aux négociations de Paris en 1969, Tran Buu Kiem fut rappelé pour devenir ministre à la présidence du « gouvernement révolutionnaire provisoire » (G.R.P.).

En juillet 1963, Tran Buu Kiem reçut dans une villa de Kep, sur les bords du golfe du Siam, le [fin p 123] journaliste français Georges Chaffard, auquel il accorda une interview que Le Monde du 24 août publia, et dans laquelle il se montrait volontairement rassurant sur l'avenir du Sud.

On vit également Tran Buu Kiem à Phnom Penh en 1965, mais officiellement cette fois en tant que numéro 2 de la délégation du F.N.L.S.V. à la Conférence des peuples indochinois organisée par Sihanouk. Il accompagnait le chef de sa délégation **Huynh Tan Phat**, vice-président et secrétaire général du F.N.L.S.V. aujourd'hui président du G.R.P. Comme il recevait quelques journalistes dans l'appartement qu'il occupait à l'hôtel Monorom à Phnom Penh, ceux-ci remarquèrent que Huynh Tan Phat était bien protégé par « quelques solides gaillards de la Sûreté cambodgienne aux vestons ostensiblement gonflés ». Ces gardes du corps étaient mis à la disposition des dirigeants du F.N.L.S.V. et des autres délégations communistes sur ordre personnel de Sihanouk.

Le chef de l'Etat cambodgien d'alors reçut à plusieurs reprises un autre dirigeant du F.N.L.S.V., le « professeur » Nguyen Van Hieu, ambassadeur itinérant, qui avait été « l'antenne » de Prague, l'une des premières missions diplomatiques de cet organisme. Lorsque Nguyen Van Hieu vint [fin p 124] installer, le 19 juillet 1966, à Phnom Penh une représentation permanente, Sihanouk lui accorda immédiatement, bien que contrairement au protocole, le statut diplomatique. Désormais, le F.N.L.S.V. bénéficiait des privilèges réservés aux ambassades : inviolabilité de la correspondance (chose rare sous Sihanouk où fonctionna toujours un cabinet noir), liaison radiotélégraphique avec son gouvernement (le G.R.P. n'ayant toujours pas de capitale, on devine l'utilisation qu'il fit de son poste émetteur à Phnom Penh), etc. Sihanouk n'hésitait pas à qualifier Nguyen Van Hieu « d'éminent diplomate qui jouit de notre confiance et de notre estime ».

Sihanouk, pratiquant une fois de plus « la fuite en avant », fit les premiers pas vers les Vietcong, qui annoncèrent officiellement leur décision « de reconnaître et de respecter les frontières actuelles du Cambodge » seulement près d'un an après, par lettre de Nguyen Huu Tho, président du présidium du Comité central du F.N.L.S.V., en date du 6 juin 1967. Deux ans plus tard, Sihanouk reconnut de jure le G.R.P., et le 16 juin 1969, Nguyen Van Hieu lui présenta ses lettres de créance en tant qu'ambassadeur. Poursuivant ce qu'il appelait sa politique de « neutralité », Sihanouk reçut les lettres de créance de Nguyeu Thong [fin p 125], ambassadeur de la R.D.V. au Cambodge.

Sihanouk n'ignorait pas que depuis des années, les forces nord-vietnamiennes et vietcong s'étaient installées dans les parties les moins peuplées du royaume, dans les provinces du Nord-Est. Alors qu'il reconnaissait un gouvernement rebelle (le G.R.P.), Sihanouk s'élevait dans le même temps contre l'occupation de certaines parties de provinces khmères par les communistes vietnamiens. Dans sa conférence de presse du 11 juin 1969, Sihanouk ne cacha pas que, dans la province de Rattanakiri limitrophe du Sud Vietnam, les vietcong et nord-vietnamiens « ont déjà implanté des villages dans les régions situées en dehors des voies de communication, mais fertiles et arrosées par de nombreux cours d'eau ». Les communistes vietnamiens nommèrent un « gouverneur » à eux « ayant sous ses ordres environ soixante hommes armés de pistolets-mitrailleurs chinois, de fusils chinois et de grenades », qui passe « une fois par mois dans les villages afin d'y faire de la propagande ». Sihanouk ne cacha pas, au cours de cette conférence de presse, le régime de terreur imposé par les communistes vietnamiens et leurs agents montagnards sur ces agglomérations : « Tous les villageois loyalistes sont systématiquement liquidés. Pour les assassiner, on leur [fin p 126] lie d'abord mains et pieds, puis on les étrangle au moyen d'une corde ou d'une barre de bois qui fait pression sur le cou. »

L'armée royale, insuffisamment équipée, ne parvenait pas à combattre cette invasion, protégée en sous-main par le chef de l'Etat. En outre, le gouvernement, sur l'ordre de Sihanouk, avait autorisé dès 1966, la vente au Vietcong de **80.000** tonnes de riz payables en dollars. En plus du riz, une véritable contrebande de bétail, de tissus s'organisait avec le Vietcong. Les échanges étaient réglés soit dans la monnaie cambodgienne, le riel, soit en dollars américains, soit encore en dollars de Hong-Kong. Petit à petit, au fur et à mesure du développement de ce trafic, une partie importante de la masse monétaire passa aux mains des Chinois et des vietcong, leur offrant ainsi un moyen de pression sur le gouvernement.

Après avoir reçu officiellement à Phnom Penh en juillet 1969 Huynh Tan Phat en tant que président du G.R.P., Sihanouk conclut deux mois plus tard avec la R.D.V. et avec ce gouvernement révolutionnaire provisoire, un « accord commercial et de paiement ». Cet accord, au titre rassurant, ne fut réalisé que pour mieux camoufler le trafic d'armes à destination des forces nord-vietnamiennes [fin p 128] et vietcong qui **avaient déjà entre 40 et 50 000 hommes implantés au Cambodge.**

En octobre 1964, à l'occasion d'un voyage à Pékin, Sihanouk avait eu une série de conversations, oubliées aujourd'hui, mais qui, à l'époque, furent qualifiées d'entretiens indochinois de Pékin, prélude à la Conférence des peuples indochinois de Phnom Penh en mars 1965, et au Sommet des peuples indochinois qui s'est tenu à Canton les 24 et 25 avril 1970, en présence de Chou En-Lai.

Les entretiens indochinois de Pékin avaient débuté par une rencontre entre Sihanouk et Pham Van Dong accompagné de Xuan Thuy, alors [fin p 129] ministre des Affaires étrangères de la R.D.V. Ensuite, le prince Sihanouk avait eu une longue conversation avec Nguyen Van Hieu, alors ambassadeur itinérant du Front national de libération du Sud Vietnam (F.N.L.S.V.) et une autre avec le prince Souphanouvong, président du Comité central du Néo Lao Haksat (Front patriotique lao). Les discussions portèrent essentiellement sur la reconnaissance et les garanties des frontières actuelles du Cambodge et sur la question des îles côtières revendiquées par la République du Vietnam (Sud). Les

nord-vietnamiens et les vietcong se déclarèrent prêts à signer un accord avec le prince Sihanouk à l'issue de négociations ultérieures qui se tiendraient à Pékin.

Le « **Sommet indo-chinois** », d'avril 1970, reprit les mêmes conclusions que la conférence de Phnom Penh de 1965 : « Les objectifs de combat sont : l'indépendance, la paix, la neutralité, l'interdiction de toute présence de troupes ou de bases militaires étrangères sur leur sol, la non-participation à une alliance militaire quelconque ; l'interdiction de leurs territoires par un pays étranger quelconque [fin p 133] en vue d'une agression contre d'autres pays. » Mais, comme le déclarait le communiqué final, ces objectifs ne concernent uniquement que « les parties cambodgienne, lao et sud-vietnamienne », la R.D.V. reste libre d'agir à sa guise. Cependant chacun des trois pays peut faire appel aux deux autres pour venir à son secours en cas de danger, ce qui autorise la présence des troupes nord-vietnamiennes aussi bien au Sud Vietnam qu'au Cambodge et au Laos.

Tout au long de l'année 1969, des opérations furent menées par l'armée khmère contre les communistes vietnamiens, la liste des accrochages [fin p 134] étant régulièrement publiée avec celle des pertes. En ce qui concerne les prisonniers du F.N.L.S.V., Sihanouk les fit remettre à l'ambassade du G.R.P. à Phnom Penh. Ce fut le deuxième secrétaire de cette mission diplomatique, Nguyen Ba Dung, ou son collègue Nguyen Hoang Kinh qui signèrent à chaque remise une prise en charge, reconnurent ces prisonniers en bonne santé, et exprimèrent leur reconnaissance à Sihanouk pour sa mansuétude. Ainsi, le 4 juillet 1969, 20 prisonniers de guerre furent libérés, le 29 ce fut au tour de 53 autres « capturés entre novembre 1968 et juin 1969 », le 31 octobre, 91 membres des « Forces armées populaires de libération du Sud Vietnam », dont 38 femmes soldats, furent pris en charge par le G.R.P., le 18 novembre : 22 vietcong, le 12 décembre : 11, le 26 : 4 et enfin 16, le 27 janvier 1970, quittèrent les camps d'internement cambodgiens.

Un mois après sa conférence de presse, Norodom Sihanouk cessait de cacher son jeu, avouant avec cynisme le 22 avril 1969 :

« Les communistes devraient être reconnaissants au Cambodge de tout ce qu'il a fait pour les aider. L'aide que le Vietminh et le Vietcong ont reçue du Cambodge se situe sur le plan diplomatique et sur le plan matériel. Le Cambodge leur [fin p 135] a fourni toutes autres sortes d'assistance, afin de leur permettre de résister aux Américains pour reprendre leur territoire et leur indépendance. »

Les relations diplomatiques avec les Etats-Unis avaient été rompues par le Cambodge en mai 1965, mais rétablies en avril 1969. [fin p 136]

Quelques mois plus tard, le général Lon Nol dut retourner en France achever son traitement dans une clinique privée. En son absence, Sihanouk signa le 25 septembre 1969 avec la R.D.V. et le G.R.P. un « accord commercial et de paiement », **permettant ainsi aux communistes vietnamiens de faire transiter par le Cambodge les marchandises de toutes sortes que leur expédiaient « les pays frères » du bloc communiste.** Malgré qu'il ait dénoncé la présence de forces communistes au Cambodge, Sihanouk poursuivit son numéro de funambule, mais en penchant toujours vers l'extrême gauche.

Ce ne fut que le 10, à sa sortie de l'Élysée, où le chef de l'État du Cambodge avait eu un entretien de plus d'une heure avec le président de la République française, que le prince Sihanouk, assailli de questions, reconnut devant la presse l'implantation communiste vietnamienne au Cambodge. Il ne cacha pas que dans certaines zones khmères, les nord-vietnamiens et vietcong avaient installé des infirmeries de campagne et même [fin p 164] des hôpitaux. Les communistes vietnamiens, précisait-il, refusaient d'hospitaliser leurs blessés dans des établissements sanitaires cambodgiens, comme Sihanouk le leur avait proposé. Interrogé sur les effectifs des forces communistes vietnamiennes installées au Cambodge, Sihanouk affirma que le chiffre **de 40 000 hommes annoncé en novembre 1969 avait diminué à la suite de négociations où « Pékin nous a aidés »**. Enfin, s'agissant des manifestations de Svay Rieng, Sihanouk les qualifia de « naturelles » de la part d'une population qui reçoit des « éclaboussures de la guerre du Vietnam ». Le chef de l'Etat s'empressa d'ajouter que des manifestations similaires s'étaient déjà déroulées dans cette province contre des raids américains, mais il se garda de dire qu'il y avait eu des civils khmers tués par les communistes vietnamiens.

Le 11 mars, à Phnom Penh, les ambassades de la République démocratique du Vietnam et du « Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam » (Vietcong) furent mises à sac. A Paris, Norodom Sihanouk s'abstint de tout commentaire pendant presque toute la journée, se contentant de faire savoir que le programme de son voyage demeurait inchangé.

A Phnom Penh, où les pourparlers avec les Nord-vietnamiens et Vietcong dépassèrent la date [fin p 172] limite du 15, mais furent prolongés, le gouvernement essaya de faire prendre conscience de la réalité au chef de l'Etat. Dans ce but, il décida d'envoyer à Moscou une mission composée du deuxième vice-président du Conseil, **M. Yem Sambaur, un modéré, et d'un cousin de Sihanouk, le prince Norodom Kantol**, président du Haut Conseil du Trône et intime de la reine mère. Le prince Sihanouk refusa de recevoir cette mission s'estimant suffisamment informé et jugeant n'avoir pas besoin d'en apprendre davantage. Il voulait se mesurer seul à des partenaires réticents, engager un peu une bataille contre... des moulins. Par une ironie, sans doute involontaire, le soir du 14 mars, le prince Sihanouk se rendit au théâtre du Kremlin où l'on donnait Don Quichotte !

Chou En-Lai fit rapidement comprendre à l'ex-souverain ce que le communisme jaune attendait de lui : laisser croire par des proclamations, et par son action personnelle, que des Cambodgiens se dressaient contre le gouvernement de Phnom Penh pour fournir ainsi une couverture aux troupes communistes vietnamiennes dans leur guerre de longue durée.

En même temps, on apprit que les ralliements à Sihanouk étaient inexistantes. Pour une opinion publique mal informée, croyant toujours que le prince était soutenu par tous ses sujets sans exception, il fut surprenant de constater que tous les ambassadeurs khmers à l'étranger - à l'exception [fin p 175] de M. Chea San à Moscou - avaient approuvé le vote du parlement cambodgien et s'étaient ralliés au gouvernement de sauvetage présidé par le général Lon Nol.

L'ambassadeur du Cambodge à Pékin, M. Nay Valentin, eut la pénible mission de notifier officiellement à l'ex-chef de l'Etat sa déchéance. Ce diplomate dut essuyer une des plus effroyables colères du prince déchu, qui utilisa à cette occasion un incroyable vocabulaire scatologique.

Après vingt-quatre heures de silence et d'entretiens avec Chou En-Lai, Norodom Sihanouk fit à la presse une première déclaration, rejetant sa destitution qu'il tenait pour illégale et anticonstitutionnelle, arrangeant pour les besoins de sa cause l'article 122 qu'il avait fait ajouter à la Constitution, car, contrairement à ce qu'il affirmait, cet article, pas plus que les autres, ne stipule que le « chef de l'État est nommé implicitement à vie ». Dans cette même déclaration, Sihanouk se déclarait « prêt à affronter le verdict de la nation » par voie de référendum supervisé par la Commission internationale de contrôle (C.I.C.), instituée par les Accords de Genève sur l'Indochine de 1954 et composée de l'Inde (présidente), du Canada et de la Pologne. Mais Sihanouk oubliait de dire que c'était lui [fin p 176] qui avait mis fin aux activités de la C.I.C. au Cambodge, lorsqu'il en avait exigé le départ en décembre 1969.

Le lendemain 21 mars, le prince Sihanouk reconnaissait sa défaite en déclarant à la presse : « Il n'est absolument pas dans mes intentions de chercher à retrouver le pouvoir que j'ai en fait perdu, ni à conserver le titre, devenu dérisoire, de chef de l'Etat du Cambodge... Oui, désormais, j'appartiens au passé et je le sais. »

Le 22 mars, venant de Hanoi, Pham Van Dong arrivait à Pékin où il s'entretint longuement avec Sihanouk. A l'issue de cette entrevue, le prince Sihanouk « manifesta son intention de créer un Front uni de libération du Cambodge ». Sihanouk reprit à son compte l'une des tactiques les plus classiques du communisme international : celle des « fronts ». La prise du pouvoir par les communistes se fait, soit directement, par la violence, soit, à plus longue échéance, par la subversion entretenue et menée par des organismes rassemblés sous l'égide d'un « front », afin de camoufler la véritable action du parti communiste infiltré au sein de ce « front », mais y détenant les postes de commande.

Le lendemain 23, Sihanouk lançait sur les ondes de Radio Pékin une proclamation en cinq points, [fin p 177] dans laquelle il annonçait la dissolution du gouvernement de Phnom Penh, appelait tous ses compatriotes, tant au Cambodge qu'à l'étranger, à refuser d'obéir à ce gouvernement, annonçait la prochaine mise en place d'un « **nouveau gouvernement d'union nationale ainsi que d'une Assemblée consultative provisoire** », projetait la formation d'une « armée nationale de libération », et, enfin, demandait à tous les khmers « résidant à l'intérieur du pays et à l'étranger (prêtres, laïcs, militaires et civils, hommes et femmes) » de se rassembler « pour former un front uni sous le nom officiel de Front uni national du Kampuchéa, en abrégé F.U.N.K. ».

Après avoir nié cette présence pendant des années, **après avoir organisé des voyages truqués pour prouver la véracité de ses dires**, Sihanouk finit par reconnaître ces infiltrations et l'installation de bases de repli, de centres de repos, de camps d'entraînement, d'hôpitaux, etc. II fit même publier dans Sangkum de juin 1969 le rapport confidentiel sur l'entretien qui avait eu lieu le 24 mai de la même année, et sur ses instructions, entre les ambassadeurs de la R.D.V., Nguyen Thong, et du F.N.L.S.V., Nguyen Van Hieu, avec le général Lon Nol.

Selon ce rapport, le général Lon Nol, alors vice-président du conseil et ministre de la Défense, avait déclaré aux ambassadeurs communistes, dès le début de son exposé : « Depuis un certain temps, nous

constatons que la présence de vos troupes [fin p 186] **se transforme en occupation effective de plusieurs régions de notre territoire.** » Pour le gouvernement khmer, « **la zone des provinces de Steung Treng et de Rattanakiri peut être considérée comme occupée militairement et administrativement par vos troupes** », avait ajouté le général Lon Nol qui avait précisé que dans la région de Mondulhiri, « l'occupation par vos troupes de plusieurs points du territoire, dont quelques-uns sont de vraies bases logistiques, de vrais centres sanitaires et de vrais postes de commandement opérationnel, est aussi effective ». Le général Lon Nol avait encore souligné dans son exposé aux diplomates communistes vietnamiens que, dans cette région, « vos troupes, en vrais maîtres des zones occupées, dictent vos lois, en exigeant que nos autorités légales, tant civiles que militaires, obtiennent leur accord ou autorisation préalable, pour pouvoir les traverser ».

Deux ans auparavant, au nom du gouvernement de la R.D.V., **Pham Van Dong** avait déclaré, dans une lettre à Sihanouk **datée du 8 juin 1967, que le gouvernement de Hanoi affirmait « solennellement : qu'il reconnaît et s'engage à respecter l'intégrité territoriale du Cambodge dans ses frontières actuelles », qu'il « reconnaît les dites frontières et s'engage à les respecter ».** Huit jours [fin p 187] auparavant, le 31 mai 1967, le Comité central du F.N.L.S.V. avait reconnu « **les frontières actuelles entre le Sud Vietnam et le Cambodge** », et le 6 juin, le président du F.N.L. **Nguyen Huu Tho** l'avait confirmé à Sihanouk par une lettre dans laquelle il souhaitait au prince et au gouvernement khmer « de grands succès dans la préservation de la souveraineté, de l'indépendance, de la neutralité et de l'intégrité territoriale du Cambodge contre les menées et actes d'agression des impérialistes américains et de leurs agents ». Les communistes vietnamiens ont une façon très particulière de respecter l'intégrité territoriale d'un pays ami.

La date du **15 mars** fut d'abord fixée comme délai, puis n'ayant pas obtenu de réponse, le gouvernement khmer engagea **le 16 mars 1970** des négociations avec les représentants diplomatiques du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam (G.R.P.R.S.V.N.) et de la République démocratique du Vietnam (R.D.V.).

La délégation khmère était présidée par **M. Ky Soth**, Directeur des affaires politiques du ministère des Affaires étrangères, assisté du commandant Kim Eng Kouroudeth, du capitaine Neang San et d'un fonctionnaire du département diplomatique, M. Men Soum Phao. Le G.R.P. était représenté par Vo Anh Tuan, chargé d'affaires a.i, et les deux seconds secrétaires de son ambassade : Nguyen Ba Dung et Nguyen Hoang Kinh. La délégation nord-vietnamienne avait à sa tête son chargé d'affaires a.i. Tran Van Tuoc avec à ses côtés Nguyen Dang Khoa, premier secrétaire de [fin p 193] l'ambassade de la R.D.V., Pham Manh Diem, deuxième secrétaire de la même ambassade, et le troisième secrétaire, Nguyen Van Quang.

L'objet de cette réunion, précisa M. Ky Soth, « est bien déterminé : **il s'agit de l'évacuation des troupes de la République du Sud Vietnam et de la République démocratique du Vietnam du territoire du Cambodge**, demandée par le gouvernement royal ».

Puis le commandant Kouroudeth rappela que « depuis octobre 1969 jusqu'au 15 mars 1970 (pour ne citer que cette période seulement), 277 cas d'incidents ont été provoqués par les troupes vietcong-

nord-vietnamiennes, dont 220 dans Rattanakiri, causant 15 tués et 137 blessés du côté cambodgien. Tout récemment encore, les autorités des régions frontalières cambodgiennes ont signalé de fortes implantations des troupes F.N.L.-R.D.V.N. avec des dépôts d'armes et des munitions.

« A la suite de la demande d'évacuation de ces troupes faite par le gouvernement royal, nos autorités des régions frontalières ont signalé qu'à l'aube du 15 mars 1970, aucune mesure n'a été prise à ce sujet par les parties vietnamiennes et que les troupes F.N.L.-R.D.V.N. restent toujours en place.

« Nous souhaiterions donc savoir votre position [fin p 194] à ce sujet, ajouta le commandant Kouroudeth, pourquoi vous n'avez rien fait à la date fixée, et quand vous comptez faire évacuer vos troupes de notre territoire ? »

La réponse nord-vietnamienne ne contient pas la moindre allusion à l'objet même de la réunion : l'évacuation des troupes communistes vietnamiennes du territoire du Cambodge. Le diplomate nord-vietnamien Tran Van Tuoc se contenta de flétrir « la politique d'agression des impérialistes américains », et d'affirmer le plus sérieusement du monde que « vis-à-vis du Cambodge du Sangkum, le gouvernement de la République démocratique du Vietnam poursuit constamment une politique d'amitié et de bon voisinage sur la base des cinq principes de coexistence pacifique, des Accords de Genève de 1954 sur l'Indochine, dans le respect réciproque des intérêts des deux parties, et sans ingérence dans les affaires intérieures de l'autre partie. Il a toujours respecté l'indépendance, la souveraineté, la neutralité et l'intégrité territoriale du royaume du Cambodge dans ses frontières actuelles ».

A Pékin, comme on vient de le voir, Sihanouk dans sa proclamation du 23 mars avait lancé un appel à tous ses sujets pour former un front uni, qui s'appellerait « Front Uni National du Kampuchéa (F.U.N.K.) ».

Ce ne fut qu'au début de mai 1970, les 3 et 4, que ce F.U.N.K. tint son premier congrès dans la capitale chinoise. Il fit connaître son programme politique qui, à quelques mots près, est le même que celui du « Front national de libération du Sud Vietnam ». On peut lire que l'objectif du F.U.N.K. « est l'édification d'un Cambodge indépendant, pacifique, neutre, démocratique et prospère ». En remplaçant « Cambodge » par « Sud Vietnam » on retrouve exactement le but primordial du F.N.L.S.V. Le Front communiste khmer, comme son homologue sud-vietnamien, [fin p 203] proclame que « le pouvoir est et restera pour toujours dans les mains du peuple travailleur et progressiste et qui saura assurer à notre Patrie un avenir radieux dans la justice sociale, l'égalité et la fraternité entre tous les khmers ».

L'idée de créer un Front fut sans aucun doute inspirée à Sihanouk par Pham Van Dong. Pour sa part, le prince déchu aurait certainement préféré reconstituer un Sangkum gauchiste. A Pékin, l'ex-chef de l'Etat a retrouvé Chau Seng et, selon ses propres déclarations, les trois députés « khmers rouges » : Khieu Samphan, Hou Youn et Hu Nim. Le F.U.N.K. prétend avec force qu'ils sont toujours vivants tandis qu'à Phnom Penh on affirme qu'ils n'ont pas survécu aux tortures des policiers de Sihanouk. Le propre frère de Khieu Samphan a déclaré que celui-ci avait été exécuté en 1967. Il est en tout cas certain que si ces trois dirigeants communistes ont fait publier des déclarations, personne ne les a entendus parler au micro de Radio Pékin.

Selon la presse officielle cambodgienne du temps de Sihanouk, en mai 1967, après la révolte communiste de Battambang, Hou Youn et Khieu Samphan se seraient enfuis le 24 avril 1967 et Hu Nim le 4 octobre seulement. Mais l'agence Chine nouvelle affirma à l'époque (septembre - octobre 1967) [fin p 204] qu'ils avaient été abattus et indiqua même l'endroit où ils avaient été enterrés. De plus, il est bien connu que dans les guerres révolutionnaires les communistes accolent à une fonction déterminée le nom du responsable initial de cette fonction. S'il vient à disparaître, son successeur hérite de toutes les responsabilités et reprend le nom du défunt désormais inséparable du rang. A l'issue du premier congrès du F.U.N.K., Norodom Sihanouk fut « élu » président du « front » communiste khmer. Le Bureau politique, composé de onze membres, était présidé par Penn Nouth, conseiller de Sihanouk et ancien Premier ministre. Les dix autres membres étaient par ordre de préséance : Chau Seng, le général Duong Sam Ol, ancien ministre, Chan Youran, ancien ambassadeur à Dakar, Chea San, ancien ambassadeur à Moscou, Hou Youn (s'il est encore en vie), Hu Nim (id.), Huet Sambath, ancien ambassadeur à l'ONU, Khieu Samphan (s'il est toujours vivant), Sarin Chhak, ancien ambassadeur au Caire, Thiounn Momm, ancien polytechnicien communiste.

A l'heure actuelle, le F.U.N.K., selon les documents qu'il publie, se compose sur le papier d'une douzaine d'organisations pour faire nombre et, selon la tactique communiste la plus orthodoxe, [fin p 205] **pour dissimuler l'infiltration communiste et étrangère :**

1. des membres de l'aile gauche du Sangkum, baptisés « les éléments de l'aile patriotique » ;
2. des deux ordres du clergé bouddhique (ces documents ne citent aucun nom de Vénérable ni même de bonze) ;
3. des Forces armées populaires de libération khmère (F.A.P.L.K.) - Sihanouk avait envisagé la formation d'une « armée nationale de libération » qui eût été khmère, mais devant l'absence de ralliement à sa cause dans les rangs de l'armée cambodgienne sur place, Pékin et Hanoi lui firent comprendre sans peine qu'avec des « Forces armées populaires de libération » on pouvait inclure les Forces régulières de l'armée populaire du Vietnam (A.P.V.N.) et du Vietcong déjà sur place.
4. du parti Pracheachen ou P.C. cambodgien ;
5. de l'Union des paysans ;
6. du Syndicat des travailleurs ;
7. de l'Union de la jeunesse démocratique ;
8. de l'Association des femmes démocratiques ;
9. de l'Association des intellectuels et enseignants patriotes ;
10. de l'Association des écrivains ;
11. des Organisations des nationalités Thaï et [fin p 206] Chan et des nationalités des provinces de Rattanakiri, de Steung Treng, de Mondulakiri et de Kratie (autrement dit en ce qui concerne ces provinces les Vietnamiens installés au Cambodge) ;
12. des Organisations démocratiques des Cambodgiens résidant à l'étranger.

On ne peut manquer de **s'étonner**, à la lecture de cette liste officielle, **de ne pas y voir figurer** le « Mouvement de libération khmer dans la Résistance », **dirigé à Pékin par Khieu Samphan, Hou Youn et Hu Nim et qui se rallia à Sihanouk dès le début d'avril 1970**, soit un mois avant le premier congrès du F.U.N.K.

Initialement composé de douze membres (les onze du bureau politique et le général Ngo Hou), ce « gouvernement », installé officiellement à Pékin, présente une curieuse particularité : sur les douze ministres, trois seulement résident dans la capitale chinoise, trois autres laissent planer un mystère sur leur existence et les six autres vivent à l'étranger.

Présidé par Penn Nouth, la répartition des portefeuilles fut la suivante : [fin p 207]

- « ministre chargé des missions spéciales » Chau Seng (il réside en France),
- ministre des Affaires étrangères : Sarin Chhak (il réside au Caire et voyage surtout au Moyen-Orient et en Afrique orientale),
- ministre de l'Education populaire jeunesse : Chan Youran (voyage en Afrique noire occidentale et réside aux environs de Paris),
- ministre de la Santé, Affaires religieuses et sociales : général Ngo Hou (installé à Paris depuis décembre 1970),
- ministre de l'Economie et des Finances : Thiounn Momm,
- ministre de la Défense nationale : Khieu Samphan.(?),
- ministre de l'Equipement militaire, armement : général Duong Sam Ol,
- ministre de l'Information, propagande : Hu Nim (?),
- ministre de l'Intérieur, réformes communales : Hou Youn (?),
- ministre de la Justice et réformes judiciaires : Chea San (réside à Moscou),
- ministre des Travaux publics, télécommunications et reconstruction : Huot Sambath (actuellement ambassadeur à Belgrade).

Un tel état de choses ne pouvait durer et il [fin p 208] fallait donner quelque poids à ce véritable « cabinet fantôme » en exil. Le 20 juillet 1970, ce gouvernement fut remanié pour la première fois à l'occasion du ralliement à Sihanouk de Thiounn Prasit (frère de Thiounn Momm) et de l'ingénieur Keat Chhon, qui reçurent, le premier le portefeuille de la « coordination », le second celui de « ministre délégué auprès du Premier ministre ». Cet élargissement mineur n'eut aucune valeur aux yeux des communistes, surtout des dirigeants chinois, d'autant plus que Thiounn Prasit, une fois ministre, effectua quelques voyages à Paris, à Berlin-Est et en Scandinavie.

Le 9 septembre 1970, le F.U.N.K. fit entrer au G.R.U.N.K. sept vice-ministres ayant rang et prérogatives de ministres. Ces nominations furent décidées, reconnut Sihanouk, à l'instigation de Khieu Samphan - « ou celui qui se fait passer pour lui » comme le fit remarquer un ancien conseiller du prince déchu, fermement convaincu de l'exécution de ce « khmer rouge » - élevé au rang de Premier vice-président du conseil, ministre de la Défense nationale. Ces sept vice-ministres doivent, en principe, aller installer le G.R.U.N.C. dans « les zones libérées » mais, en fait, ils furent nommés pour former au sein du G.R.U.N.C. une majorité communisante ou communiste [fin p 209] absolue et occuper le poste des titulaires en voyage ou résidant à l'étranger.

Les vingt-six pays, gouvernement provisoire « front » et « organisation de libération » qui ont reconnu le G.R.U.N.C. sont : la République populaire de Chine, la République démocratique populaire de Corée, la République de Cuba, le « Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam » (G.R.P.), la République démocratique du Vietnam, la République socialiste de Roumanie, la République arabe syrienne, la République socialiste fédérative de Yougoslavie, la République d'Irak, le

Neo Lao Haksat (« Front patriotique lao »), l'organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), la République populaire du Congo, la République algérienne populaire et démocratique, la République démocratique du Soudan, la République arabe libyenne, la République populaire du Sud Yémen, la République islamique de Mauritanie, la République du Mali, la République arabe unie, la République du Sénégal, la République de Guinée, la République [fin p 213] unie de Tanzanie, la République arabe du Yémen, la République centrafricaine, la République populaire d'Albanie, la République démocratique de Somalie.

D'après ce document, les trois peuples indochinois étaient représentés par quatre délégations : celle du Cambodge dirigée par Norodom Sihanouk et composée de Penn Neuth comme adjoint, de Huet Sambath, de Sarin Chhak, Chau Seng, Thiounn Momm et Roerung Mach. **Il est à remarquer qu'aucun des trois khmers rouges Khieu Samphan, Hu Nim et Hou Youn n'était présent.** La délégation du « peuple lao » avait à sa tête le prince [fin p 214]

Souphanouvong, président du Comité central du « Neo Lao Haksat » (Front patriotique lao) avec, comme adjoint, Khamseuk Keola, président du Comité de l'Alliance des forces neutralistes patriotiques lao, et trois autres membres : Phoumi Vongvichit, secrétaire général du Neo Lao Haksat, Khamphay Boupcha et Oun Heuan Phounsavath. Le « peuple de la République du Sud Vietnam », autrement dit le Vietcong, était la seconde en importance numérique juste après celle du prince Sihanouk. Elle n'avait pas moins de sept délégués, avec à leur tête M. Nguyen Huu Tho, président du F.N.L.S.V., assisté de Thinh Dinh Thao, président de l'Alliance des forces nationales démocratiques et de paix du Vietnam, et de Mm° Nguyen Dinh Chi, MM. Le Quang Chanh, Nguyen Van Hieu et Vo Dong Giang. Enfin, la R.D.V. était représentée à ce sommet par son Premier ministre Pham Van Dong, accompagné de Hoang Quoc Viet, Hoang Minh Gian, Nguyen Co Thach et Nguyen Thuong.

Désormais, Sihanouk a abandonné sa première théorie selon laquelle ses partisans, tous des Cambodgiens, luttèrent seuls contre « l'impérialisme américain et ses valets ». Le 25 juin 1971, il a reconnu devant un représentant de la télévision canadienne la présence au Cambodge « **d'environ deux mille instructeurs nord-vietnamiens qui aident** » ses partisans.

Les effectifs des forces communistes au Cambodge [fin p 222] **sont composés à 90 % de soldats nord-vietnamiens et vietcong.** Les 10 % restant sont des khmers rouges encadrés politiquement par les anciens du P.C. khmer, le Pracheachon de 1951, qui suivirent le Vietminh après les Accords de Genève de 1954 et s'installèrent à Hanoi d'où quelques-uns sont maintenant revenus ; les autres dirigent de la R.D.V. la révolution communiste au Cambodge. C'est ainsi que Son Ngoc Minh, (nom de guerre d'un certain Tan et pouvant prêter à confusion avec le nom de Son Ngoc Thanh, chef des *khmer-sere*) ancien commandant en chef des khmers *issarak*s, a repris la haute main sur les guérilleros khmers rouges depuis Hanoi. Un autre personnage aussi important que Son Ngoc Minh est Sieu Heng. Celui-ci a participé à la conférence conjointe des « Fronts populaires unis » du Cambodge, du Laos et du Vietnam (« le Lien Viet ») en 1951, conférence qui fut décidée à l'issue du I^{er} congrès du parti Lao Dong, le P.C. vietnamien. Il est à noter qu'en 1951 le front communiste cambodgien s'appelait le « Front national uni du Kampuchéa ». Sihanouk fut prié de reprendre ce titre à une variante près pour en faire le « Front national du Kampuchéa ». Un troisième dirigeant khmer rouge

aux fonctions importantes est Keo Moni. Aucun des autres dirigeants [fin p 223] communistes ; Chau Smay, Ton Samouth, Chantara, Savoeun, Satara (vraisemblablement un Siamois), Chan Yun et Keo Mas ne figurent ni dans le F.U.N.K. ni dans le G.R.U.N.C.

Au nom de « la neutralité » Sihanouk a toujours fait pencher la balance du côté communiste. Persuadé depuis sa première visite en République populaire de Chine, en 1956, de la victoire finale et inéluctable du communisme international et plus particulièrement du communisme jaune, Norodom Sihanouk s'est lancé dans une véritable fuite en avant, une course au-devant du vainqueur. Tour à tour, cajolant les puissances communistes ou prenant ses distances avec elles (en 1964 avec l'Union soviétique, en 1966-1967 avec la Chine populaire), Sihanouk est revenu vers elles pour obtenir leur appui qu'il jugeait indispensable à sa politique de « neutralité » mais en vérité de **double jeu**.

A première vue, cette attitude de Sihanouk a paru incohérente. Elle peut s'expliquer quand on sait que, depuis plusieurs années, son prestige personnel n'avait cessé de baisser au Cambodge. [fin p 228]

Devant cet état de choses inquiétant pour lui, Sihanouk s'est rendu compte qu'il fallait lâcher du lest. Par touches successives, dans des allocutions, dans des discours, puis dans des éditoriaux des revues qu'il dirigeait, il a fini par avouer ce qu'il avait toujours nié obstinément : **la présence des troupes communistes vietnamiennes au Cambodge**. Cette prise de position n'a pas été sans inquiéter la République démocratique du Vietnam et son satellite le Vietcong, mais Sihanouk les a immédiatement rassurés, notamment en élevant au rang d'ambassade la représentation du « Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud Vietnam » (G.R.P.) en mai 1969. Cet exemple de double jeu, pour se ménager les bonnes grâces des communistes vietnamiens, a démontré chez Sihanouk un manque total de psychologie.